

M. Philpott: ...notre pays possède le régime d'émissions politiques le plus juste qui soit au monde, sans aucune exception, sauf, peut-être, une tendance marquée à favoriser l'opposition, en particulier la minorité que représente mon honorable ami. (*Applaudissements*) Mon second point est que Radio-Canada a fait au cours des années un gros effort,—et avec succès, beaucoup de succès,—en vue d'atteindre le très difficile objectif d'assurer l'équilibre du commentaire politique. S'il y en a parmi vous qui pensent qu'il est facile d'établir l'équilibre du commentaire politique, ou, à vrai dire, de fournir un commentaire impartial dans les journaux de notre pays, je propose qu'ils en assument la tâche eux-mêmes durant quelque temps.

Je sais, en tant que journaliste de 33 ans d'expérience, que n'importe qui au Canada se croit capable de conduire les journaux mieux que ne le font les rédacteurs. Je pense que la même chose s'applique aussi un peu à la radio, parce que je crois qu'à peu près tout le monde se croit capable de diriger la radio mieux que ne le font les gens de métier qui sont chargés de cette tâche. Mais, moi, je ne suis pas de cet avis.

Quand il s'agit de choisir des commentateurs politiques dans un pays comme le Canada, où il y a tant d'intérêts divers et d'antécédents politiques différents, ce n'est pas ce qu'il y a de plus facile au monde que d'obtenir un équilibre satisfaisant en ce domaine. Il m'est déjà arrivé de vouloir organiser des groupes de discussion. Tout récemment encore, on a eu, à l'émission *Town Meeting of the Air*, des groupes composés de trois ou quatre représentants des divers partis, afin de maintenir l'équilibre. La difficulté ne fait aucun doute. On trouve de moins en moins d'orateurs conservateurs de droite, qui soient en même temps intelligents et doués de la parole et qui seraient toujours prêts. Et le groupe est toujours de guingois. On ne manque jamais de libéraux qui savent se faire entendre; mais on peut aussi trouver des gens de la gauche qui sont éloquents, eux aussi. Chose certaine, il ne manque pas de crédites enthousiastes qui sont toujours prêts.

M. Low: On ne les invite jamais!

M. Philpott: Mais ce n'est pas la chose la plus facile au monde d'établir des normes qui conviennent à toute la population canadienne. J'avoue que j'ai été fort étonné d'entendre mon honorable ami de la rivière de la Paix désigner comme gens de la gauche les personnalités qu'il a nommées.

M. Low: Je n'ai pas dit qu'ils étaient de la gauche.

M. Philpott: Vous avez nommé, je crois, MM. Murray Ballantyne et Marcus Long.

[M. Low.]

M. Low: Monsieur le président, je me permets de rectifier ce que vient de dire mon honorable ami. Je sais qu'il ne voudrait pas faire erreur. Je n'ai pas dit que les personnalités en question étaient de la gauche. J'ai dit que les commentaires de ces messieurs et de plusieurs autres, plus souvent qu'autrement, reflètent de fortes tendances vers la gauche. Je n'ai désigné aucun d'entre eux en particulier comme appartenant à la gauche.

M. Philpott: J'ai plus de veine que mon honorable ami. J'ai entendu les bulletins de commentateurs de la Société Radio-Canada, appartenant à l'autre camp. Il y avait par exemple un excellent commentaire de M. Wilson Woodside qui, il y a quelques mois, s'est présenté comme candidat conservateur de Trinity; or personne n'est plus loin de pouvoir être appelé un gaucher! Puis, j'entends souvent,—et avec un vif plaisir,—M. J. B. McGeachy, jusqu'à récemment attaché au *Globe and Mail*. Je ne pense pas qu'on puisse le situer à gauche.

M. Low: Il y en a beaucoup parmi nous qui le situeraient à gauche.

M. Philpott: S'il en est ainsi, je pense qu'il vaut mieux passer à autre chose, car nous ne pouvons trouver un terrain d'entente.

J'interviens dans le débat surtout pour appuyer mon collègue, le député de Burnaby-Richmond, dans l'expression bien franche de l'opinion de la Colombie-Britannique. Au cours des vacances de Pâques, nous avons assisté au congrès libéral le plus nombreux et le plus enthousiaste jamais tenu dans la province. Les participants, venus de tous les points de la Colombie-Britannique, ont donné au parti un nouveau programme. Un des points qui ont été adoptés à une majorité écrasante a été celui qui portait sur l'opportunité de donner un nouveau nom à l'organisme qui contrôle la radio et la télévision au Canada. J'oublie le nom qu'on a proposé, mais le vœu émis par le congrès se ramenait à ceci: le bureau des gouverneurs qui règne sur Radio-Canada et sur les stations privées devrait être remplacé par un tribunal indépendant ayant la maîtrise sur les deux secteurs.

Je suis en faveur d'une telle proposition et je l'appuierai sûrement, comme je l'ai appuyée à la Chambre voici environ trois ans, mais je ne pense pas qu'elle soit aussi étoffée que celle qu'a formulée mon collègue, le représentant de Burnaby-Richmond. A mon avis, le nom qu'on donne à l'organisme qui a la maîtrise de la radio et de la télévision au Canada importe peu, parce que, s'il assume la maîtrise réelle de la radio et de la télévision, tout ce qu'on peut faire, c'est de désigner mon bon ami, M. Davidson Dunton, comme président de cet organisme. On ne